



Chômage, retraites, salaires... **Préparons la convergence de nos luttes**

Pour la 7^{ème} fois, Borne a utilisé le 49.3 pour faire passer sa loi de financement de la Sécurité sociale. Alors que les Urgences sont saturées, la pédiatrie submergée par l'épidémie de bronchiolite, les personnels épuisés... ce budget ne répond en rien à la faillite du système de santé.

En même temps, le gouvernement a décidé d'une augmentation de 3 milliards pour les militaires et de 15 milliards la police sur 5 ans ! Voilà leurs priorités. Et ce n'est malheureusement pas l'agitation au Parlement autour des motions de censure qui y changera quoique ce soit.

Une offensive générale contre les travailleur.es

La semaine dernière, le ministre du travail a annoncé les nouvelles règles de l'assurance-chômage qu'il compte imposer par décret dès le 1^{er} février. Désormais, si le chômage officiel (largement sous-évalué) est sous les 9 %... la durée d'indemnisation des chômeurs baissera de 25 %. Une mesure qui s'ajoute à la réforme faite en octobre sur les conditions d'accès et les allocations qui a entraîné une baisse de 43 % des indemnités pour 40 % des assurés !

Dans cette campagne démagogique contre les chômeurs tenus responsables de leur situation, la droite a fait rajouter la suppression des allocations chômage en cas de deux refus de CDI lors d'un CDD ou d'une mission d'intérim. Des politiciens pressés de s'en prendre aux travailleur.es tandis que le grand patronat use et abuse de l'emploi précaire !

Contrairement aux mensonges officiels, ces mesures ne diminueront en rien le chômage. Elles ne visent qu'à faire pression sur les travailleur.es dans la restauration, l'hôtellerie, le bâtiment... et tous les métiers pénibles qu'on nous dit « en tension » pour essayer de nous obliger à subir les bas salaires et les conditions de travail les plus dures.

La même logique est à l'œuvre sur les retraites où la campagne « *travailler plus pour sauver nos pensions* » bâtit son plein. L'objectif de la réforme est simple : diminuer les pensions et leur durée de versement.

Qu'importe l'explosion du nombre de chômeurs parmi les salariés les plus âgés et les jeunes qui ne trouveront pas d'emplois... Il faut sauver les profits « quoiqu'il en coûte » !

« C'est pas dans les salons que nous aurons satisfaction ! »

(slogan de manifestations)

Borne vient d'annoncer un calendrier de « *concertations* » des « *partenaires sociaux* » pour imposer le recul de l'âge de départ en retraite de 62 à 65 ans en commençant « *dès cet été* ». Elle espère pouvoir trouver des syndicats prêts à négocier... Mais face à la régression sociale en cours, il n'y a rien à attendre de ces concertations bidon, du « dialogue social » qui ne servent qu'à nous paralyser.

Nous ne pouvons compter que sur nos luttes, à l'image de celles qui éclatent sur les salaires, dans le privé ou le public. Cela signifie nous organiser à la base, débattre démocratiquement de comment les rendre contagieuses, comme en Angleterre où la grève générale se construit depuis cet été face à l'inflation. Une journée intersyndicale est en préparation pour janvier, qui pourra être un point d'appui, de convergence.

La lutte contre le chômage, pour le partage du travail, pour nos retraites, nos salaires remet directement en cause la logique du profit et du CAC40. A nous d'imposer une autre logique, celle des travailleur.es, de la solidarité, de l'entraide, de la défense des intérêts collectifs contre l'égoïsme d'une minorité de possédants.

Mardi 6 décembre 2022

Capgemini... mini salaires

Depuis le Covid, Capgemini a enregistré des profits records (+21 % de bénéfices en 2021). La direction a envoyé plusieurs newsletters internes pour féliciter tous les employés de leur création inédite de richesses. On pouvait donc s'attendre à une cascade d'augmentations. Malheureusement, ce sont les dividendes des actionnaires qui ont augmenté (de 23 % !). Fin avril, les employés ont alors entrepris de demander leur part du gâteau. Représentés par une intersyndicale, ils décident d'une revendication simple : +2 500 € annuels pour tous. Après un appel visio national très suivi, des journées de grève sont décidées. C'est la première fois en 20 ans que les employés de Capgemini arrêtent le travail pour revendiquer.

Le 17 juin, la direction propose un accord loin des revendications. Les syndicats refusent de signer, mais Capgemini applique quand même ces « accords » tout seul. Depuis la rentrée, les entretiens annuels et l'inflation ont amené le sujet des salaires au centre des préoccupations. Entre nous, salariés, on s'est mis au courant de nos salaires et de nos augmentations, se rendant compte des grandes disparités. Le 15 novembre, un rassemblement a réuni les syndicats impliqués et des salariés non syndiqués. Un climat de mécontentement s'installe et si certains décident de prendre la porte, nous sommes de plus en plus nombreux à voir que le problème est généralisé et que c'est par une lutte solidaire qu'on pourra arracher notre dû.

CGI : Entretiens annuels des salaires ?

Les entretiens annuels ont lieu en ce moment et ne vont certainement rien changer, la question des salaires étant écartée au profit d'une simple « évaluation des performances ».

Face à ces capitalistes qui continuent à appauvrir les travailleurs partout dans le monde, il est urgent de s'unir pour réclamer une augmentation de tous les salaires. Ces bénéfices sont le fruit de notre travail et doivent revenir aux travailleurs, pas aux actionnaires !

Contre les attaques de l'extrême droite, solidarité avec l'UL CGT de Mérignac

L'Union locale CGT de Mérignac a été taguée « traîtres à notre peuple » signé du GUD, un groupuscule d'extrême droite puis, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 novembre, elle a été incendiée. Les pompiers alertés sont heureusement intervenus à temps. L'UL accueille des travailleurs qui luttent au quotidien, résistent aux attaques du gouvernement et du patronat dans les différentes entreprises du privé et du public. C'est clairement une attaque ciblée contre les travailleurs, avec volonté de détruire.

Le NPA exprime toute sa solidarité à l'union locale CGT.

Aujourd'hui, les groupuscules d'extrême-droite se sentent pousser des ailes avec la présence de 89 députés RN à l'Assemblée. Ils prétendent parler au nom du peuple et ils attaquent des organisations des travailleur·se·s, des militant·e·s, des

CGI : de bons résultats... pour les patrons et les actionnaires

Plus d'1 milliard d'euros net de bénéfices, c'est ce qu'à récemment annoncé CGI pour cette année 2022 (+7,1 % par rapport à 2021). Malgré ces bons résultats, nous, les salarié.e.s de CGI, n'en verrons pas la couleur. A l'issue des NAO terminées depuis plus d'un mois, la direction annonce maintenant aux organisations syndicales une enveloppe salariale augmentée de 3,8 % « très nettement supérieure à celle des années précédentes ». C'est une véritable provocation alors que l'inflation continue de grimper et que les travailleurs se retrouvent dans des situations toujours plus précaires.

Pas étonnant que le turn-over à CGI soit de 26,3 % depuis le début de l'année !

Chine : les soutiers de la mondialisation capitaliste se révoltent !

Depuis deux semaines, des dizaines de milliers de travailleur·se·s se soulèvent en Chine, ceux qui produisent par millions les smartphones, tablettes, ordi, et toutes ces marchandises qui font la fortune des actionnaires des multinationales du monde entier.

La lutte a commencé avec un coup de colère dans les usines géantes Foxconn qui produisent les i-phones. Refusant d'y être enfermés nuit et jour sous prétexte de confinement, plus de 20 000 ouvrier·e·s ont fait leur valise. La révolte s'étend comme une trainée de poudre dans les grandes villes du pays. Les manifestants, travailleur·se·s et étudiant·e·s bravent la répression et les arrestations. Ils dénoncent un Etat qui les censure, les prive de toute liberté. Ils attaquent ouvertement le Parti communiste chinois, qui derrière cette étiquette mensongère défend le capitalisme et l'exploitation. Le mouvement est tel que Xi Jinping a été obligé de faire des concessions dans sa politique « zéro-covid ».

Les multinationales s'inquiètent et les dirigeants du monde aussi. Après le Sri-Lanka, l'Iran, la Chine maintenant... les travailleurs exploités de la mondialisation capitaliste sont en train de devenir la force qui peut la renverser.

personnes d'origine étrangère ! Maintenant c'est la CGT, fin juin à Bordeaux, c'était des passants dans Saint-Michel, après une manif féministe et les locaux du Planning familial !

Ils sont du côté des patrons et de leur ordre. Ils veulent un Etat qui réprime ceux qui luttent et qui résistent. Leur politique prolonge celle de Macron : contre les travailleurs, les migrants, les classes populaires.

Face au nationalisme et à la démagogie raciste qui ont toujours servi à chercher à nous soumettre et à nous diviser, le monde du travail ne peut compter que sur sa solidarité pour se défendre. Quelles que soient nos origines, nos couleurs de peau, notre orientation sexuelle, avec ou sans religion, la seule issue face à cette offensive réactionnaire produit d'un capitalisme en décomposition, c'est notre lutte collective internationaliste pour débarrasser le monde de l'exploitation et de toutes les oppressions !

Communiqué du NPA 33, 29 novembre 2022